

Intensification de la Petite Agriculture en Éthiopie

L'approche orthodoxe consiste aujourd'hui à envisager le problème de la petite agriculture en Éthiopie strictement sous l'angle des questions techniques et des ressources. Selon cette perspective, le problème central est le faible niveau de productivité agricole. En réponse, le gouvernement éthiopien a donc mis en place, depuis le milieu des années 1990, un grand programme national d'intensification fondé sur le recours aux technologies. Quel bilan peut-on aujourd'hui tirer de cette stratégie ? Et quelles en sont les limites ?

Le programme d'intensification de la petite agriculture

La stratégie de développement poursuivie par le gouvernement éthiopien repose sur la notion d'industrialisation par le développement agricole. Dans cette optique, l'intensification de la petite agriculture était envisagée comme un élément fondamental, comme avait pu l'être la « révolution verte ». Les décideurs politiques étaient convaincus que des gains de productivité significatifs pouvaient aisément être obtenus en améliorant l'accès des agriculteurs

aux technologies, de manière à réduire les écarts de rendement. Les chercheurs avaient identifié des technologies qui devaient faire une énorme différence sur les différentes cultures. Ils avaient par exemple indiqué que le rendement du maïs pouvait être porté de 1,6 à 4,7 tonnes par hectare si les agriculteurs employaient des types et des quantités appropriés de semences améliorées et d'engrais et appliquaient d'autres bonnes pratiques recommandées. Le Réseau participatif de démonstration et de vulgarisation agricoles (PADETES / Participatory Agricultural Demonstration Training Extension System) visait ainsi à permettre une amélioration des rendements au niveau national, en se fondant sur l'expérience du programme Global2000 de Sasakawa, dont on avait fait grand cas. La stratégie misait sur une intensification fondée sur le recours aux technologies et le renforcement de l'offre, avec la promotion et la mise à disposition de semences améliorées et d'engrais, des démonstrations sur les meilleures pratiques agricoles et les nouvelles technologies organisées dans les fermes mêmes, une amélioration de l'offre de crédit pour l'achat d'intrants, et un

suivi précis des progrès réalisés par les agriculteurs participants au programme de vulgarisation.

Adoption de nouvelles technologies agricoles

Ce nouveau système a souligné le rôle central des engrais chimiques dans la sécurité alimentaire, faisant en cela écho aux arguments récemment avancés par Pedro Sanchez et Jeff Sachs dans le cadre des discussions sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Selon les chiffres du ministère compétent, le recours aux engrais a augmenté de 39 % entre 1994 et 2003, et l'utilisation des semences améliorées s'est également développée de façon spectaculaire. On observe également, durant la même période, que la valeur du crédit agricole est passée de 8,1 à 150,2 millions de birrs, et que le nombre d'agriculteurs participant au programme de vulgarisation est passé de 31 256 à 3 731 217 personnes. Les agriculteurs peuvent innover en s'appuyant sur le programme de vulgarisation simple qui leur est proposé, avec toutefois un degré de flexibilité limité par la nature même du programme. Or, par exemple, dans le Wolayta (sud de l'Éthiopie), les agriculteurs étaient très intéressés par l'utilisation des engrais sur leurs champs extérieurs arides, mais pas aux doses recommandées. Ils faisaient en effet observer que, compte tenu du faible niveau des précipitations et des possibilités de gestion limitées dues à leurs contraintes de main-d'œuvre, l'application de telles quantités d'engrais était potentiellement dommageable pour les cultures et n'était certainement pas justifiée sur le plan de la rentabilité économique. Les agriculteurs préféreraient utiliser des volumes d'engrais plus réduits en ciblant mieux leur application grâce à un traitement localisé, cela permettant d'optimiser l'absorption de nutriments pour chaque plante,

et donc de réduire les quantités globales (et par là même le coût) par rapport à l'application généralisée recommandée dans le programme gouvernemental. Ces spécificités locales des pratiques agricoles ne sont pas prises en compte dans les évaluations globales, effectuées au niveau national, que l'on trouve si fréquemment citées. Or il est clair que la reconnaissance des spécificités en matière d'innovation agricole (ainsi que des conditions facilitant une adoption plus large des technologies) doit être prise plus au sérieux dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'intensification agricole fondés sur le recours aux technologies.

Production et sécurité alimentaire

On observe, en dépit de ces limites, que la production nationale de cultures céréalières vivrières n'a cessé de s'améliorer au cours des dix dernières années. Grâce, d'une part, à l'adoption (au moins partielle) par les agriculteurs des nouvelles technologies proposées et, d'autre part, à des conditions météorologiques favorables (jusqu'en 2001, et également depuis 2003/04), la production céréalière atteignait une moyenne de 10 millions de tonnes par an à la fin des années 1990, soit 4 millions de plus que durant les années 1980. Toutefois, le principal facteur ayant permis de tels progrès est l'expansion des surfaces cultivées, plutôt que l'adoption de nouvelles technologies. On constate en effet qu'entre 1989-90 et 2003-04, la production céréalière a enregistré une croissance de 74 %, pour un gain de productivité de seulement 18 % et une augmentation des surfaces cultivées de 51 %. On mesure donc tout le chemin qu'il reste encore à parcourir avant de pouvoir véritablement parler d'intensification de la petite agriculture, un facteur pourtant important si l'on veut générer des gains de productivité durables, activer le processus de

commercialisation et générer une croissance plus large.

Cette récente reprise de la production céréalière a permis de diminuer le rythme de détérioration de la sécurité alimentaire nationale, ce qui est en soi un objectif politique majeur. Elle n'a en revanche pas été suffisante pour inverser la tendance globale, qui reste négative. Le niveau de production a par exemple diminué d'environ 20 kilogrammes par habitant entre 1979-80 et 2004-05, soit les deux meilleures années agricoles avant et après la mise en œuvre du programme d'intensification de la petite agriculture.

Revenu agricole et pauvreté

Une évaluation d'impact a récemment montré que le programme d'intensification de la petite agriculture a effectivement permis une légère

amélioration des revenus agricoles. Cette étude montre notamment que l'agriculteur moyen ayant participé au programme a produit, par hectare de terre, 260 kg de céréales de plus (soit l'équivalent d'un revenu net de 134 birrs) que l'agriculteur moyen n'ayant pas participé au programme. Ce niveau de gain de revenu, dont bénéficient les agriculteurs participants, reste cependant faible par rapport au niveau d'intensification durable recommandé pour les petites exploitations (à savoir un rendement net équivalent à deux fois le coût des nouveaux intrants), et rend par conséquent peu probable une adoption généralisée et durable. Un tel niveau d'amélioration reste insuffisant d'une part pour induire une adoption durable des intrants proposés, et d'autre part pour produire des changements notables dans la vie des



Photographie: Sven Torfinn, Panos

Hommes ramassant de la paille sur leur ferme dans une région rurale près de Sokota

paysans, en particulier parmi les plus pauvres d'entre eux.

Imbrication des contraintes : au-delà de la solution technique

L'approche globale du programme d'intensification de la petite agriculture proposait d'apporter une solution simple dans un environnement complexe. Il n'est donc pas surprenant que cela n'ait pas fonctionné pour tous les agriculteurs participants. Une approche plus ciblée, prenant en compte les spécificités locales des conditions agro-écologiques, les spécialisations en matière d'élevage ou de culture et les différents niveaux de rendement du capital et de la main d'œuvre, semble plus judicieuse.

Les décideurs politiques doivent accorder autant d'importance aux facteurs d'incitation et à l'accessibilité des intrants modernes qu'aux efforts déployés pour assurer la disponibilité des technologies. Les questions d'ordre non technique sont tout aussi importantes. Le système d'innovation plus large, qui englobe la mise à disposition des technologies, la commercialisation, ainsi que les problématiques institutionnelles et politiques plus générales (concernant notamment la question agraire), doit être examiné de manière plus complète si l'on veut que les gains de productivité des cultures céréalières de base permettent d'engendrer des effets de croissance dans le reste de l'économie, en produisant des bénéfices pour l'ensemble des agriculteurs, qu'ils soient riches ou pauvres.

Remerciements

Ce Point Info a été rédigé par **Samuel Gebreselassie** du **Future Agricultures Consortium**. Le rédacteur en chef de la série est David Hughes. Pour de plus amples informations concernant cette série de notes de synthèse, veuillez consulter notre site à l'adresse : www.future-agricultures.org

Le Future Agricultures Consortium a pour objectif de susciter des débats critiques et d'encourager le dialogue sur les politiques à conduire pour assurer l'avenir de l'agriculture en Afrique. Le Consortium est un partenariat entre divers organismes de recherche basés en Afrique et au Royaume-Uni. Future Agricultures Consortium Secretariat, University of Sussex, Brighton BN1 9RE - UKT +44 (0) 1273 915670 E info@future-agricultures.org

Les lecteurs sont encouragés à citer ou reproduire des sections des notes de synthèse Future Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium Future Agricultures demande simplement à ce que sa contribution soit mentionnée et à recevoir une copie de la publication.

Le FAC bénéficie du soutien du Département britannique du développement international.

